



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

A2C GRANULAT

Carrière de Port-Montain
77114 NOYEN SUR SEINE

Références : E/221351

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement A2C GRANULAT implanté Carrière de Port-Montain 77114 NOYEN SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A2C GRANULAT
- Carrière de Port-Montain 77114 NOYEN SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0006511380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral n° 2015/DCSE/M/004 du 16 mars 2015, la société A2C Granulat est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 60 ha 84 a 18 ca sur le territoire de la commune de Noyen-sur-Seine. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 19 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Décapage des terrains
- Remblayage de la carrière
- Suivi écologique
- Prévention de la pollution des eaux souterraines
- Garanties financières
- Gestion des déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3 > IV-3-2-3 et IV-3-2-5	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Montants de référence des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-7	/	Sans objet
Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2	/	Sans objet
Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-15-2	/	Sans objet
Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble du site est bien entretenu. Le décapage des terrains et la gestion des déchets d'extraction sont réalisés de manière satisfaisante.

L'exploitant doit conduire son exploitation et remettre en état les terrains exploités conformément aux plans de phasage pris en compte pour le calcul du montant de référence des garanties financières. Comme il s'y est engagé, il devra respecter, au 31 décembre 2022, les valeurs maximales prescrites des surfaces S1 et S2 et du linéaire de berges L pour la période quinquennale en cours.

Par ailleurs, l'exploitant doit fournir des explications sur les motifs du dépassement de la valeur limite de référence pour le paramètre MES dans un des piézomètres lors des analyses des eaux souterraines du second semestre 2021.

Enfin, le rapport de suivi écologique réalisé sur le site au cours de l'année 2021 devra être transmis à l'inspection des installations classées et au Service nature et paysage de la DRIEAT Île-de-France dès qu'il sera établi.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-7
Thème(s) : Autre, Décapage des terrains
Prescription contrôlée : Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales présentes sur le site sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Le stockage des matériaux inertes issus de la découverte (stériles et terres non polluées) est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le décapage des terrains est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Les terres végétales et les stériles de découverte (limons argilo-sableux) sont décapés sélectivement et utilisés intégralement pour la remise en état du site. Les terres végétales sont utilisées soit directement pour le remblayage de la carrière, soit stockées sous forme de merlons d'une hauteur maximale de 2 mètres. Les merlons de plus de 6 mois sont végétalisés. Les stériles de découverte sont actuellement utilisés par campagne pour le terrassement des secteurs en cours de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (stériles et terres de découverte) et les fines de lavage amenées par conduite. Les autres apports de matériaux extérieurs sont interdits.
Constats : Le remblayage de la carrière est réalisé uniquement avec les matériaux de découverte (terre végétale et stériles) issus du décapage des terrains et avec les fines argileuses issues du lavage des matériaux extraits de la carrière, amenées par un tuyau hydraulique depuis l'installation de traitement de Toussacq jusqu'aux deux casiers de réception créés successivement sur le site afin de procéder à leur décantation naturelle. 1
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-15-2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures d'accompagnement
Prescription contrôlée : [...] suivi écologique selon la zone en exploitation, inventaires ou relevés faune flore périodiques (chapitre 7 de l'étude d'impact p 370).
Constats : Le rapport de suivi écologique résultant des inventaires de la faune et de la flore réalisés sur le site au cours de l'année 2021 devra être transmis à l'inspection des installations classées et au Service nature et paysage de la DRIEAT Île-de-France dès qu'il sera établi par l'association des naturalistes de la vallée du Loing et du massif de Fontainebleau (ANVL).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3 > IV-3-2-3 et IV-3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : À partir des 4 piézomètres et d'échelles limnimétriques dans les plans d'eau et la grande noue d'Hermé, l'exploitant procède ou fait procéder à : * un relevé mensuel du niveau de la nappe, * à l'analyse semestrielle sur les paramètres suivants : pH, MEST, DCO, COT, indice permanganate, turbidité et hydrocarbures totaux. [...] Les résultats des analyses prévues aux articles IV-3-2-2 et IV-3-2-3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.
Constats : Les résultats des analyses des eaux souterraines réalisées le 26 octobre 2021 montrent un dépassement important de la valeur limite de référence pour le paramètre MES dans le piézomètre Pz3. Dans le bilan environnement de l'année 2021, il n'est fait aucun commentaire sur ce dépassement et le tableau des résultats des analyses d'eaux semestrielles mentionne des valeurs limites prescrites qui sont inversées pour les paramètres MES et DCO. L'exploitant doit fournir des explications sur les motifs de ce dépassement et, si cette anomalie est récurrente, indiquer les mesures prises ou envisagées pour y remédier. Par ailleurs, il devra rectifier l'indication erronée des valeurs limites prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Montants de référence des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations. Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (TP01 juillet 2014 = 700,4). La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), est précisé dans le tableau ci-après : [...] Période n° 2 de 5 à 10 ans : S1 maximale (ha) = 3,9 / S2 maximale (ha) = 13,2 / L maximale (m) = 1100 / Montant de référence (Cr) = 640 719 € [...] Constats : Sur le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols établi au 5 janvier 2022, en matière de garanties financières, la surface S1 et le linéaire de berges L indiqués pour l'année 2021 dépassent les valeurs maximales correspondantes pour la période n° 2 de 5 à 10 ans. L'exploitant s'engage à procéder, au cours de l'année 2022, aux travaux nécessaires de remblaiement avec une partie des stocks de terres de végétales et de réaménagement de berges dans les secteurs devant être remis en état afin de respecter les valeurs maximales des paramètres S1 et L. L'exploitant doit conduire son exploitation et remettre en état les terrains exploités conformément aux plans de phasage pris en compte pour le calcul du montant de référence des garanties financières. Il devra respecter, au 31 décembre 2022, les valeurs maximales prescrites des surfaces S1 et S2 et du linéaire de berges L pour la période quinquennale en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Des zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont présentes sur le site. Les matériaux de découverte actuellement stockés ne sont constitués que de terres végétales. Les stocks de terres végétales, au nombre de 12, sont localisés sur le plan des stocks de terre établi au 5 janvier 2022. Ce plan est accompagné d'un tableau indiquant la surface, le volume et la date du levé pour chacun de ces stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction de la carrière de Port-Montain a été actualisé en juin 2021. Ce plan de gestion est complet et présente de manière satisfaisante la caractérisation des déchets produits par l'extraction en carrière, l'estimation des quantités stockées, la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs, les conditions de stockage des déchets d'extraction et leur localisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

